

# Les maires de l'Ariège se mobilisent contre le budget annoncé par l'État

🕒 3 min

À la veille du 106 e congrès national des maires, plus d'une centaine d'élus ont répondu à l'appel à mobilisation de l'association des maires et des élus de l'Ariège, ce lundi 18 novembre. En effet, environ un tiers des maires du département ont répondu présent et se sont rassemblés sous la halle de Villote, à Foix, pour dénoncer un projet de loi de finances (PLF) 2025 « qui prévoit une coupe de près de 10 milliards d'euros », souligne l'Association des maires et élus de l'Ariège, « un budget inacceptable pour les collectivités locales ».

« Un grand nombre de services dans nos communes sont menacés »

« Le gouvernement a décidé de ponctionner près de 10 milliards d'euros sur les collectivités locales [...]. Nous savons par expérience que plus l'État a pioché dans les recettes des collectivités, moins il a réalisé les efforts qu'il demande aux autres, et plus les comptes publics se sont dégradés », affirme dès les premières phrases le courrier que les élus ont remis hier matin au préfet de l'Ariège, Simon Bertoux.

Si les coupes budgétaires annoncées par le gouvernement ne passent pas chez bon nombre des maires du territoire, la posture du gouvernement est également pointée du doigt. « Le problème est sur le fond, mais aussi sur la forme, comme lorsque des ministres affirment que le déficit de l'État vient pour une grande partie des collectivités. Les maires ne peuvent être qu'en colère face à ces déclarations-là », lance le sénateur Jean-Jacques Michau, en sa qualité de président de l'association des maires et des élus de l'Ariège.

« Des mesures aux effets récessifs », « asphyxie budgétaire », les mots sont forts et « les enjeux énormes ». « Il faut comprendre que les maires sont en première ligne, nuit et jour, pour venir en appui et en aide aux administrés, reprend Jean-Jacques Michau. Or aujourd'hui, on assiste à une recentralisation insidieuse, qui s'installe en étranglant financièrement petit à petit la capacité d'agir de nos communes. Si le Premier ministre ne revient pas sur les décisions qu'il a annoncées, bon nombre de services dans nos communes ne pourront pas continuer ».

5 millions d'euros d'investissements « pourtant prévus » reportés par le conseil départemental

Dans le cortège, les maires pouvaient également compter sur le soutien des députés des deux circonscriptions ariégeoises, Martine Froger et Laurent Panifoux, ou de la présidente du conseil départemental Christine Téqui.

« On sort des assises du département avec des annonces partielles, on annonce la ponction de 2 % sur les dotations de fonctionnement aux départements, beaucoup d'inquiétude sur le fonds de compensation de la TVA [...]. Bref, on est là pour rappeler que le département est aux côtés des concitoyens, et que c'est une bataille commune. Quand les dotations sont moindres, les investissements sont moindres, c'est moins de travail pour nos entreprises, et donc des difficultés pour les employés en général et pour l'emploi », a martelé l'élue. Qui a également rappelé que 5 millions d'euros d'investissements, pourtant prévus dans le budget départemental, avaient dû être décalés en raison de recettes insuffisantes.

Stéphanie Leborne

« Ponction de 10 milliards d'euros », « mal être des élus »,

**« recentralisation » : les maires du département ont dénoncé hier les coupes budgétaires annoncées par l'État.**

